

## Table des matières

### ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

<b>100 M€ EN FAVEUR DE PROJETS INNOVANTS DANS LE DOMAINE DE LA TRANSITION ENERGETIQUE</b>	<b>3</b>
<b>LA BAVIERE ET LE BADE-WURTEMBERG EN FAVEUR DE LEUR PROPRE CENTRE DE RECHERCHE SUR LES BATTERIES</b>	<b>3</b>
<b>PREMIER BILAN FINANCIER DU FONDS PUBLIC POUR LA GESTION DES DECHETS NUCLEAIRES</b>	<b>3</b>
<b>URSULA VON DER LEYEN REPREND LES IDEES DE LA FRANCE ET DU COMITE DES SAGES SUR LE CLIMAT</b>	<b>3</b>
<b>LA 3<sup>EME</sup> REUNION DU CABINET CLIMAT LE 18 JUILLET</b>	<b>3</b>
<b>LA TAXATION DU CARBONE EST-ELLE CONFORME A LA CONSTITUTION ?</b>	<b>4</b>
<b>LES PARTIS ALLEMANDS CRITIQUENT L’ACTION DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE PROTECTION DU CLIMAT</b>	<b>4</b>
<b>LA CSU PREND UN TOURNANT ECOLOGIQUE</b>	<b>4</b>
<b>RAPPORT SPECIAL DU GIEC SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L’ETAT DES SOLS</b>	<b>4</b>
<b>KERSTIN ANDREA E ELUE DIRECTRICE GENERALE DE LA FEDERATION DES ENTREPRISES DE L’ENERGIE ET DE L’EAU (BDEW)</b>	<b>5</b>
<b>MATTHIAS MIERSCH, CHEF ADJOINT DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU SPD AU BUNDESTAG, S’EST PRONONCE EN FAVEUR D’UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES CITOYENS AU DEVELOPPEMENT DE L’ENERGIE EOLIENNE</b>	<b>5</b>
<b>L’ASSOCIATION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE ALLEMANDES (DIHK) MET EN GARDE CONTRE LES CHARGES SUPPLEMENTAIRES QUE LA TARIFICATION DU CO2 FAIT PESER SUR L’ECONOMIE</b>	<b>5</b>
<b>UNE QUATRIEME « AUTOROUTE DE L’ELECTRICITE » SE DESSEINE A TRAVERS L’ALLEMAGNE</b>	<b>5</b>
<b>LE GOUFFRE FINANCIER DU SITE DE STOCKAGE DES DECHETS NUCLEAIRES D’ASSE EN BASSE-SAXE</b>	<b>6</b>
<b>TROP PEU DE CONSTRUCTION DANS LES VILLES, TROP DANS LES ZONES RURALES</b>	<b>6</b>

### TRANSPORT 6

<b>UN SOMMET DE CRISE A BERLIN POUR REGLER L’EPINEUSE QUESTION DE LA CIRCULATION ENTRE L’ALLEMAGNE ET L’AUTRICHE</b>	<b>6</b>
<b>LES VERTS APPELLENT A LA SUPPRESSION DE TOUTES LES SUBVENTIONS AU TRANSPORT AERIEN</b>	<b>6</b>
<b>PORSCHE POURRAIT FAIRE UN SAUT RAPIDE VERS L’E-MOBILITE</b>	<b>7</b>
<b>DAIMLER ET BMW COOPERENT POUR L’ESSOR DE LA CONDUITE AUTONOME</b>	<b>7</b>
<b>PREMIERE HOMOLOGATION POUR LE REEQUIPEMENT MATERIEL DE MOTEURS DIESEL ANCIENS</b>	<b>7</b>
<b>LE RESULTAT D’EXPLOITATION DE LUFTHANSA A CHUTE DE 60 % AU PREMIER SEMESTRE DE L’ANNEE</b>	<b>7</b>
<b>L’EX-PDG D’AUDI, R. STADLER, OFFICIELLEMENT INCULPE DE FRAUDE</b>	<b>8</b>
<b>LE GOUVERNEMENT ET LA DEUTSCHE BAHN S’ACCORDENT POUR UN PAQUET FERROVIAIRE DE 86,2 M€</b>	<b>8</b>

### ENTREPRISES, INTERNATIONAL 8

<b>LA COUR DE JUSTICE DE L’UNION EUROPEENNE (CJUE) VALIDE LE PLAFONNEMENT DE SUBVENTIONS IMPOSE PAR LA COMMISSION POUR L’EXTENSION DU SITE INDUSTRIEL DE BMW A LEIPZIG</b>	<b>8</b>
<b>LE GROUPE DAIMLER SECOUE PAR DES CAS DE XENOPHOBIE ET D’INSULTES RACISTES</b>	<b>8</b>
<b>AMELIORATION DES PERSPECTIVES POUR LE GROUPE DAIMLER</b>	<b>9</b>
<b>BMW PRESENTE DES RESULTATS MITIGES AU PREMIER SEMESTRE 2019</b>	<b>9</b>

<b>LE GROUPE DE CAPITAL RISQUE ALLEMAND WELLINGTON LANCE UNE LEVEE DE FONDS DESTINEES A ACCROITRE LE CAPITAL RISQUE DANS LES BIOTECHNOLOGIES</b>	<b>9</b>
<b>LE RALENTISSEMENT ECONOMIQUE ALLEMAND NE DEVRAIT PAS AVOIR D’IMPACT SUR LA HAUSSE DES SALAIRES, SELON L’INSTITUT ALLEMAND DE LA RECHERCHE ECONOMIQUE</b>	<b>9</b>
<b>PLUSIEURS MINISTRES PRESIDENTS DE LÄNDER DENONCENT L’ACCROISSEMENT DES INEGALITES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE PAYS. LE GOUVERNEMENT FEDERAL TENTE DES PROPOSITIONS</b>	<b>10</b>
<b>LES ENTREPRISES ALLEMANDES SE FINANCENT DE PLUS EN PLUS GRACE AUX BANQUES ETRANGERES</b>	<b>10</b>
<b>INQUIETUDES EN ALLEMAGNE SUR LA PERENNITE DU GEANT DU TOURISME THOMAS COOK</b>	<b>10</b>
<b>DIFFICULTES DU SECTEUR DE L’AGROCHIMIE</b>	<b>11</b>
<b>IRAN : UNE POLEMIQUE AUTOUR DE M. ERBEL A ANNULE SA NOMINATION A LA TETE DE LA BOURSE D’ECHANGE INSTEX</b>	<b>11</b>
<b>LE MINISTRE DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT DEMANDE UN ACCROISSEMENT DE SON BUDGET</b>	<b>11</b>
<b>UNE BAISSSE RADICALE DES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN ALLEMAGNE</b>	<b>11</b>
<b>UN DEBUT D’INQUIETUDE DES ENTREPRISES ALLEMANDES FACE A LA SITUATION A HONG KONG</b>	<b>12</b>
<b>VISITE DU MINISTRE FEDERAL DE L’ECONOMIE ET DE L’ENERGIE AUX ETATS-UNIS EN JUILLET</b>	<b>12</b>
<b><u>NUMERIQUE, INNOVATION</u></b>	<b><u>12</u></b>
<b>T-MOBILE US ET SPRINT UNISSENT LEURS FORCES</b>	<b>12</b>
<b>L’USAGE DU BOUTON « J’AIME » DE FACEBOOK PAR D’AUTRES SITES EST ENCADRE PAR LA JUSTICE EUROPEENNE</b>	<b>12</b>
<b>LE CONSEIL ECONOMIQUE DE LA CDU PROPOSE SIX MESURES POUR SOUTENIR LES START-UPS ALLEMANDES</b>	<b>13</b>
<b>APRES LE RACHAT D’UNITYMEDIA, L’OPERATEUR ALLEMAND VODAFONE DISPOSERA D’UN QUASI-MONOPOLE SUR LE MARCHE ALLEMAND DU CABLE, MENAÇANT DEUTSCHE TELEKOM, ACTEUR HISTORIQUE</b>	<b>13</b>
<b>DEUTSCHE TELEKOM POURRAIT DEMANTELER SA PRINCIPALE FILIALE CLIENT</b>	<b>13</b>
<b>LE BITKOM PREVOIT UNE CROISSANCE DE L’INDUSTRIE NUMERIQUE</b>	<b>14</b>
<b>UNE HAUSSE DES ATTAQUES INFORMATIQUES ET DES DEMANDES DE RANÇONS EN ALLEMAGNE</b>	<b>14</b>
<b>LA PLATEFORME DELIVEROO SE RETIRE D’ALLEMAGNE</b>	<b>14</b>

## **ENERGIE - CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT**

### ***100 M€ en faveur de projets innovants dans le domaine de la transition énergétique***

Le 18 juillet, le ministre fédéral de l'économie et de l'énergie, Peter Altmaier (CDU), a présenté les 20 projets sélectionnés dans le cadre d'un appel à idées « laboratoires de la transition énergétique ». L'objectif est de promouvoir la recherche et le développement de technologies dans le domaine de l'énergie sur le marché. « L'objectif est que nous devenions le numéro un mondial des technologies de l'hydrogène », a-t-il déclaré. « Celles-ci offrent un potentiel énorme pour la transition énergétique et contribueront à créer de nouveaux emplois en Allemagne et en Europe. » Les projets portaient en particulier sur des technologies hydrogène et de stockage d'énergie. La moitié des projets sont situés dans des régions touchées par des reconversions industrielles. 90 consortiums avec 500 partenaires ont participé. 100 M€ seront versés sur quatre ans, en complément d'une participation des partenaires industriels. La période de financement maximale est de dix ans. En outre, dans le cadre du paquet d'aides structurelles aux régions charbonnières adopté par le gouvernement en mai dernier, 200 M€ seront consacrés au développement de laboratoires dans les régions en mutation structurelle telles que la Lusace. D'ici 3 ans, un autre appel d'offres sera lancé pour de nouveaux projets.

### ***La Bavière et le Bade-Wurtemberg en faveur de leur propre centre de recherche sur les batteries***

Après la décision du gouvernement fédéral en faveur de Münster en tant que siège d'un nouveau centre national d'excellence de recherche sur les batteries, la Bavière et le Bade-Wurtemberg ont annoncé une « véritable offensive » pour la recherche sur les batteries. Ulm, Augsburg et Nördlingen devraient figurer parmi les sites que les deux Länder entendent promouvoir, et ce avec le soutien attendu (mais incertain) du gouvernement fédéral. La question de savoir si la commission ad hoc diligentée par le Bund avait émis un vote en faveur d'Ulm avant la décision décisive de fin juin est controversée. La crédibilité de la ministre fédérale de la recherche, Mme Karliczek (CDU), est remise en cause.

### ***Premier bilan financier du fonds public pour la gestion des déchets nucléaires***

En 2017 a été créé un fonds public pour le financement de l'élimination des déchets nucléaires, doté de 24,1 Md€. En contrepartie de ce paiement par les exploitants des centrales nucléaires, le gouvernement fédéral est responsable du stockage intermédiaire et définitif des déchets nucléaires. Aujourd'hui, un peu moins de 40% des actifs étaient investis à hauteur de 9,1 Md€, le double comparé à la fin 2018. En 2018, la fondation avait un résultat négatif de 71,5 M€. Pour autant, le bilan financier annuel 2019 vise des bénéfices de l'ordre de plusieurs millions. A ce jour, 460 M€ ont déjà été investis pour le stockage de déchets nucléaires.

### ***Ursula Von der Leyen reprend les idées de la France et du comité des sages sur le climat***

Ursula von der Leyen, présidente nouvellement élue de la Commission européenne, a fait des propositions ambitieuses en matière de protection du climat mardi 23 juillet. Elle entend ainsi faire de l'Europe le premier continent au monde neutre climatiquement d'ici 2050, conclure un « Green deal pour l'Europe », faire d'une partie de la banque européenne d'investissement une banque du climat, mettre en place une taxe carbone aux frontières de l'UE et proposer un fonds de transition juste pour aider les régions les plus en difficultés. Autant d'idées inspirées en grande partie par la France mais aussi d'une [tribune conjointe](#) du conseil d'analyse économique et du comité des sages allemand du 16 juillet.

### ***La 3<sup>ème</sup> réunion du Cabinet climat le 18 juillet***

Sous la présidence d'Angela Merkel, le cabinet climat s'est réuni pour la troisième fois, en présence des ministres concernés. Trois sujets ont été abordés à cette occasion : les différents modèles possibles d'une tarification carbone, le rapport coût-efficacité de différentes mesures à prendre en faveur de la protection du climat et les prochaines étapes à venir. Aucune décision concrète n'a été annoncée, même si un consensus se dessine aujourd'hui sur la mise en œuvre d'une tarification carbone comme instrument nécessaire, mais pas suffisant, de la lutte contre le changement climatique. Le Président du Comité des sages, M. Schmidt, et le Directeur du PIK, M. Eddenhofer ont présenté le rapport spécial « pour un renouveau de la politique climatique » rendu public le 12 juillet. « Il est devenu très clair que nous avons encore beaucoup de travail à faire d'ici l'adoption d'un paquet de mesures par le cabinet climat annoncé le 20 septembre » a déclaré la ministre fédérale de l'Environnement, Svenja Schulze (SPD).

## *La taxation du carbone est-elle conforme à la Constitution ?*

Le ministère fédéral de l'Environnement a tenu à rejeter l'affirmation selon laquelle une taxation des émissions de gaz à effet de serre ne serait pas constitutionnelle, comme pouvait le laisser entendre une expertise du service scientifique du Bundestag rendue publique début août. En effet, l'avis rappelait que la perception de recettes fiscales était conditionnée par une catégorisation fiscale conforme à la Constitution, ce qui interdisait toute « invention fiscale ». Le ministère de l'environnement a précisé que les réflexions actuelles portaient non pas sur l'introduction d'un nouveau type de taxe mais sur la mise en place d'une composante carbone adossée à une taxe sur l'énergie.

## *Les partis allemands critiquent l'action du gouvernement en matière de protection du climat*

Le co-président du Parti des Verts, Robert Habeck, s'est exprimé le 21 juillet à la télévision (ZDF), pour accuser le gouvernement d'inaction. Il a réitéré la demande de son parti pour un prix du CO<sub>2</sub>, une taxation du kérosène et une sortie plus rapide du charbon (d'ici 2030). A contrario, le leader du FDP Christian Lindner, qui s'est exprimé à la télévision le 21 (sur la chaîne ARD), met en garde contre une politique climatique radicale. Il ne croit pas aux discours apocalyptiques en la matière et affirme que des solutions techniques (comme les carburants de substitution) peuvent apporter beaucoup aux problèmes existants. A la différence des Verts, le parti est en faveur d'un marché des droits à polluer et non d'une taxe. Dans une interview pour le Tagesspiegel Background, Georg Nüßlein, en charge des questions climatiques pour la CDU/CSU, défend la chancelière qui « a fait en sorte que la question de la protection du climat reste à l'ordre du jour du parti ». Il constate que la tenue des objectifs de 65% d'énergies renouvelables pour 2030 s'avère compliquée mais que le développement de l'hydrogène peut s'avérer utile. Il met en garde contre un risque de pénalisation de la population rurale qui ne doit pas être les perdants de la tarification du CO<sub>2</sub>.

## *La CSU prend un tournant écologique*

Markus Söder, chef du parti CSU et ministre président bavarois, a lancé une offensive climatique ces dernières semaines. Suite à l'appel en faveur d'un « retrait progressif du charbon en 2030 », il a suggéré que la protection du climat soit ancrée dans la Constitution. Une proposition semblable portée par les Verts l'année dernière n'avait pourtant pas abouti notamment en raison de l'opposition de la CSU. La ministre fédérale de l'Environnement Svenja Schulze, SPD, a accueilli favorablement cette idée, de même que plusieurs représentants des Verts. Selon M. Söder, les priorités du parti ont changé et l'objectif affiché de la Bavière est désormais d'être le premier Land d'Allemagne à être neutre sur le plan climatique. Pour cela, il propose de baisser la TVA du prix du train (de 19% à 7%) pour rendre le rail plus compétitif que l'avion au moins sur les vols intérieurs. Cette proposition pourrait faire partie du paquet climat que le gouvernement fédéral doit présenter le 20 septembre. Les quotidiens estiment que les propositions de Markus Söder visent à limiter l'envol ascensionnel des Verts dans les sondages (la dernière enquête Deutschlandtrend voit la CDU/CSU à égalité avec les Verts (26%), devant l'AfD (14%), le SPD (12%), le FDP (8%) et Die Linke (7%)) ainsi qu'à contrer l'initiative du SPD qui préconise une taxation du CO<sub>2</sub>. Oliver Krischer, co-président du groupe parlementaire des Verts au Bundestag, accuse M. Söder de populisme, alors même que la CSU est responsable de la politique des transports à Berlin depuis longtemps et est resté inactif à cet égard.

## *Rapport spécial du Giec sur le changement climatique et l'état des sols*

Les conclusions du rapport spécial du Giec sont interprétées par la presse allemande comme une remise en cause de l'agriculture intensive et des habitudes de consommation, notamment alimentaires, des Européens et des Allemands. La ministre fédérale de l'environnement, Svenja Schulze (SPD), appelle les agriculteurs à œuvrer davantage en faveur de la protection climatique. Le ministre de l'agriculture du Schleswig-Holstein, Jan Philipp Albrecht (Verts), préconise, lui, une réforme de la PAC et appelle la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner (CDU), à « ne donner son feu vert aux futures subventions agricoles communes que si celles-ci sont davantage conditionnées par les mesures en faveur de la protection du climat ». Les éditorialistes s'accordent à considérer que le rapport du Giec arrive à point nommé pour alerter l'opinion publique sur le fait que la protection climatique exige une vision plus globale de l'urgence d'une évolution de la consommation alimentaire et des échanges agricoles de par le monde. Pour la presse, les dirigeants politiques européens et allemands doivent enfin prendre leurs responsabilités et faire comprendre à l'opinion publique que la lutte contre le changement climatique ne se fera pas sans renoncements ni sans coûts.

## ***Kerstin Andreae élue directrice générale de la Fédération des entreprises de l'Énergie et de l'Eau (BDEW)***

Kerstin Andreae, déléguée des Verts au Bundestag pour l'économie, a été élue directrice générale du BDEW par les 55 membres de son conseil exécutif. Elle succèdera à Stefan Kapferer à partir du 1er novembre. Ce dernier deviendra alors Président exécutif du troisième gestionnaire de réseau de transport d'électricité d'Allemagne 50HERTZ, dont le gouvernement fédéral est actionnaire à hauteur de 20% du capital.

## ***Après des années de croissance, l'expansion du secteur de l'énergie éolienne terrestre - élément clé de la transition énergétique allemande - s'est presque arrêtée au premier semestre de 2019***

Selon les derniers chiffres des associations de l'industrie éolienne BWE et VDMA Power Systems, l'expansion de l'énergie éolienne terrestre en Allemagne est tombée à son plus bas niveau depuis de 20 ans. Au premier semestre 2019, l'expansion brute de l'éolien s'est élevée à 287 mégawatts (MW) - soit 86 nouvelles turbines - le niveau le plus bas depuis que l'Allemagne a introduit sa loi sur les énergies renouvelables en 2000. Si l'on tient compte des turbines mises hors service au cours de la même période, l'expansion nette n'a été que de 35 turbines, soit une baisse de 82 % par rapport à la même période l'an dernier. Les acteurs de l'industrie éolienne affirment que les difficultés réglementaires et les poursuites judiciaires contre les nouveaux projets menacent non seulement les fabricants d'éoliennes, mais aussi l'expansion des énergies renouvelables dans leur ensemble et compromettent à terme l'atteinte des objectifs du pays en termes de réduction des gaz à effet de serre.

## ***Matthias Miersch, chef adjoint du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, s'est prononcé en faveur d'une plus grande participation des citoyens au développement de l'énergie éolienne***

Prenant acte du fait qu'il existe une résistance croissante de l'opinion publique à l'expansion de l'énergie éolienne M. Miersch s'est exprimé en faveur d'une participation précoce et contraignante des citoyens et des municipalités lors le processus de planification développement des parcs éoliens. Il préconise d'accompagner cette mesure d'incitations financières pour les autorités locales. Le ministre de l'énergie Peter Altmaier, préoccupé par ce fort ralentissement de l'expansion de l'énergie éolienne cette année, a annoncé l'organisation prochaine d'une réunion de crise sur le sujet avec l'industrie et les Länder.

## ***L'association des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK) met en garde contre les charges supplémentaires que la tarification du CO2 fait peser sur l'économie***

Selon M. Schweitzer, Président de la DIHK, les entreprises allemandes ont besoin d'une réduction de la taxe sur l'électricité et de la taxe EEG (contribution dédiée au soutien des filières renouvelables productrices d'électricité). La DIHK en appelle à une planification renforcée de la sécurité en matière d'approvisionnement énergétique pour les entreprises et met garde contre les vellétés d'introduction de charges supplémentaires pour l'économie, notamment dans le contexte actuel du débat sur la tarification du CO2, alors que l'Allemagne a déjà les prix de l'électricité les plus élevés d'Europe. Pour la DIHK, les politiques devraient aussi s'attacher à créer des alternatives pour les entreprises en favorisant notamment l'expansion accélérée des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques ou en introduisant des conditions cadres favorables au développement des technologies liées à l'hydrogène .

## ***Une quatrième « autoroute de l'électricité » se dessine à travers l'Allemagne***

Répondant à une requête des gestionnaires de réseaux (50 Hertz, Amprion, TenneT et Transnet BW), l'Agence fédérale des réseaux a donné son accord de principe au projet de déploiement d'une 4<sup>ème</sup> autoroute de l'électricité reliant Heide dans le Schleswig-Holstein via Wilhelmshaven en Basse-Saxe à Polsum et Uentrop en Rhénanie du Nord-Westphalie, tout en préconisant le maintien et l'extension des connexions en courant alternatif. Les gestionnaires de réseaux ont motivé leur sollicitation par les décisions de politiques énergétiques du pays : d'ici 2030, la part des énergies renouvelables injectée dans le réseau électrique allemand devrait passer de 38 % actuellement à 65 %, alors que la majeure partie de l'électricité verte est produite dans le nord venteux et que les centres industriels de consommation sont

situés dans le sud et l'ouest du pays. Pour répondre à ces objectifs ambitieux, les trois lignes hautes tensions prévues pour acheminer l'électricité pourraient être insuffisantes : (i) "Suedlink", du sud du Schleswig-Holstein à Großgartach dans le Wurtemberg, (ii) "Suedostlink" de Saxe-Anhalt en Bavière et (iii) "A-Nord"/"Ultranet" de la ville d'Emden en Mer du Nord via NRW à Philippsburg à Baden. L'Agence fédérale des réseaux a déjà lancé une consultation publique sur le sujet. Entreprises, associations et représentants de la société civile sont invités à s'exprimer jusqu'à la mi-octobre

### *Le gouffre financier du site de stockage des déchets nucléaires d'Asse en Basse-Saxe*

Selon un rapport récent de la Cour fédérale des comptes, la sécurisation de cette mine de sel située en terrain géologique instable pourrait coûter plus cher que prévu aux contribuables allemands, soit 5Mds € au lieu des 2 Mds € jusqu'alors estimés. Entre 1967 et 1978, 47 000 mètres cubes de déchets faiblement et moyennement radioactifs y ont été stockés. Il s'agissait d'un test grandeur nature pour le stockage final des déchets nucléaires. Mais depuis 1988, la mine connaît d'importantes infiltrations qu'il est nécessaire de contenir pour permettre la récupération des déchets dont le début des opérations est prévu en 2033.

### *Trop peu de construction dans les villes, trop dans les zones rurales*

Selon une étude de l'Institut de l'économie allemande (Institut der deutschen Wirtschaft) du 22 juillet, trop peu de nouveaux logements sont construits dans les grandes villes. 342 000 nouveaux logements seront nécessaires dans toute l'Allemagne en 2019 et 2020 pour répondre à la demande. Cependant, seulement 287 000 logements ont été achevés en 2018. L'écart entre l'offre et la demande reste donc important. Selon l'étude, moins de la moitié (46 %) de la demande d'appartements neufs à Cologne a été comblée depuis 2016. La situation est similaire dans d'autres grandes villes. A Stuttgart, par exemple, 56% des appartements nécessaires ont été construits. La situation n'était que légèrement meilleure à Munich (67%), Berlin (73%) et Francfort-sur-le-Main (78%). En revanche, la situation à la campagne est très différente: trop de nouvelles constructions sont en cours dans certains endroits. Par exemple, en Saxe-Anhalt, en Saxe, en Sarre et dans les environs de la Bavière.

## **TRANSPORT**

### *Un sommet de crise à Berlin pour régler l'épineuse question de la circulation entre l'Allemagne et l'Autriche*

Le 25 juillet, une réunion de crise s'est tenue au Ministère des transports, réunissant le gouverneur du Tyrol, G. Platter, et les ministres des Transports autrichien, A. Reichhardt, et allemand, A. Scheuer (CSU). Un accord en dix points a été conclu comprenant notamment la mise en place d'un système de guidage dédié aux poids lourds d'ici 2020 et la volonté de soutenir le report modal vers le train par l'augmentation substantielle du prix du péage poids lourds sur le corridor du Brenner. Malgré le plan, l'interdiction de circuler mise en place par le Tyrol reste en place et les opinions demeurent divisées. La Bavière n'accepte pas l'entrée limitée des camions et les restrictions imposées aux voitures notamment pendant la période estivale, quand le gouverneur du Tyrol insiste sur le caractère nécessaire d'une telle mesure.

### *Les Verts appellent à la suppression de toutes les subventions au transport aérien*

Oliver Krischer, vice-chef du groupe parlementaire des Verts au Bundestag, a critiqué le fait que ni la taxe sur le kérosène ni la taxe sur les vols internationaux ne soient effectivement perçues. Il dénonce également les subventions versées par l'Etat à de nombreux aéroports régionaux déficitaires. Les Verts proposent de cesser toute aide au secteur aérien et d'investir l'argent ainsi économisé dans la baisse des taxes sur les billets de train et l'amélioration des lignes ferroviaires. L'augmentation des taxes sur le trafic aérien pourrait faire partie d'un ensemble de mesures que le Cabinet climat pourrait adopter le 20 septembre lors de sa prochaine réunion. En tout état de cause, l'UE fait pression depuis un certain temps pour réduire les subventions accordées aux aéroports déficitaires et a durci ses exigences ces dernières années par la mise en place de nouvelles règles depuis 2014. L'aéroport de Dortmund, dans une situation financièrement compliquée, est par exemple maintenu en vie par la ville. Début juillet, la Commission européenne a limité l'aide reçue par l'aéroport à 27 M€ estimant que cette somme permettait d'améliorer les liaisons dans la région Rhin-Ruhr sans fausser indûment la concurrence sur le marché intérieur. D'ici 2024, ce type d'injections financières devraient avoir pris fin. Mais les Verts appellent à un arrêt immédiat des aides qui faussent la concurrence avec d'autres moyens de transports plus respectueux de l'environnement comme le train.

### ***Porsche pourrait faire un saut rapide vers l'e-mobilité***

Le nombre de précommandes pour la Taycan -la première voiture électrique de Porsche- s'élève à 30000 véhicules. Les clients souhaitant acquérir ce modèle ont déjà versé un acompte de 2500 euros. Alors que le syndicat IG Metall estime que le passage à la voiture électrique détruirait des milliers d'emplois, Porsche semble réussir là où ses concurrents ont échoué : la production de ce modèle électrique devrait créer jusqu'à 1500 emplois dans l'usine principale à Zuffenhausen. 1100 ont déjà été créés. 100 employés dont l'emploi dans l'usine Volkswagen de Passat d'Emden n'avait pas été maintenu ont ainsi été recrutés. Un grand programme de formation dont la durée varie de quatre semaines à huit mois a été lancé pour ce nouveau modèle tout électrique, la manipulation de câble hautement électrifiés (800 volts) nécessitant un savoir-faire spécifique. Le coût s'élèverait à plusieurs dizaines de millions d'euros pour l'entreprise. Alors que les experts de l'industrie prévoient une baisse de 5% de la production automobile mondiale cette année, Porsche a réussi à augmenter ses ventes de 2% pour atteindre 133 484 véhicules au cours du premier semestre de l'année. Le chiffre d'affaires a lui augmenté de 9% pour atteindre 13,4 Md€.

### ***Daimler et BMW coopèrent pour l'essor de la conduite autonome***

Les deux constructeurs avaient annoncé leur partenariat en février. Daimler et BMW ont désormais scellé leur coopération dans le domaine de la conduite autonome. Les représentants des deux entreprises ont signé début juillet un contrat de coopération stratégique à long terme dans ce domaine. L'objectif est la mise en commun de leurs avancées sur les technologies de conduite autonome et d'atteindre une autonomie de niveau 4, permettant de se passer complètement de conducteur dans certaines conditions, sur autoroute par exemple. Plus de 1 200 ingénieurs travailleront sur ce projet commun dans des locaux de chacun des deux groupes. Cette synergie permettra de regrouper des données acquises par BMW et Daimler, tout en limitant les coûts de développement. Les premiers véhicules embarquant des technologies issues de ce partenariat sortiront en 2024.

### ***Première homologation pour le rééquipement matériel de moteurs diesel anciens***

Il est désormais possible de rééquiper les voitures diesel dont le niveau de pollution est trop élevé. Après des mois d'attente, l'autorité fédérale des transports motorisés (KBA) a délivré son premier permis général d'exploitation lundi 29 juillet au fournisseur M. Pley à Bamberg en Bavière. Dans un premier temps, seuls les véhicules de marque Volvo seront concernés puis le dispositif devrait être rapidement étendu aux marques BMW et Daimler. Le rééquipement des véhicules diesel Euro 5 fait partie du train de mesures adopté par le gouvernement visant à limiter le nombre d'automobilistes impactés par les restrictions de circulation. En effet, plusieurs décisions de justice interdisent la circulation des véhicules diesel les plus polluants dans les villes en vertu du dépassement de la valeur limite de dioxyde d'azote - 40 µg/m<sup>3</sup> - imposée par l'Union européenne. En Allemagne, plus de cinq millions de véhicules diesel norme Euro 5 circulent toujours et 57 villes allemandes dépassaient encore la valeur limite en 2018. Selon les directives de la KBA, les véhicules rééquipés devront respecter la limite de 270 milligrammes d'oxyde d'azote par kilomètre afin d'être exemptés des interdictions de circulation. Le coût d'une telle procédure est estimé à environ 3000 euros par système. BMW, Opel et de nombreux constructeurs étrangers refusent catégoriquement de supporter ce coût. A la suite d'une réunion avec Andreas Scheuer le 8 novembre 2018, lorsque les premières interdictions ont été instaurées, VW et Daimler avaient toutefois accepté de prendre en charge le rééquipement des véhicules diesel non-échangés jusqu'à 3000 euros dans les 15 villes les plus polluées. L'ADAC a exigé qu'après les premières homologations, d'autres systèmes soient déployés rapidement afin de mettre fin aux incertitudes prolongées des automobilistes allemands menacés par les interdictions de circulation et de clarifier la question des coûts. Cem Özdemir (Les Verts), président de la commission transports du Bundestag, a exigé que la procédure soit entièrement financée par l'industrie automobile selon le principe du pollueur-payeur. Les Verts accusent le ministre des transports Andreas Scheuer (CSU) et les constructeurs d'avoir saboté le succès de l'opération de rééquipement en créant des lenteurs. Le ministre des transports Andreas Scheuer s'était montré réticent jusqu'à qualifier alors le rééquipement d'« économiquement absurde ».

### ***Le résultat d'exploitation de Lufthansa a chuté de 60 % au premier semestre de l'année***

Les prix du kérosène en hausse et la guerre des prix bas que se livrent les compagnies notamment sur les liaisons court et moyen-courriers ont fait chuter le résultat d'exploitation de Lufthansa de 60% au premier semestre de 2019. Il s'établit désormais à 418 M€ alors qu'il s'élevait à 1,05 Md€ sur la même période l'année dernière.

Le groupe a toutefois dégagé un résultat courant de 754 M€ au deuxième semestre, légèrement supérieur aux prévisions des analystes (735 M€). Carsten Spohr, CEO de Lufthansa, s'attend à un résultat d'exploitation de 2 à 2,4 Md€ pour 2019 alors que les prévisions de début d'année 2019 tablaient sur 2,4 à 3,0 Md€. La situation de sa filiale Eurowings est encore plus inquiétante. Au premier semestre 2018, elle enregistrait un résultat d'exploitation négatif de 220 M€ qui s'établit désormais à -273 M€. La guerre des prix bas que se livrent les compagnies low cost semble expliquer cette spirale défavorable. Ryanair a annoncé avoir gagné 21% de moins qu'à la même période l'an dernier malgré avec une offre considérablement élargie sur la période d'avril à juin. Mais son revenu d'exploitation, 243 M€, reste positif. Le groupe envisage de se transformer en une société holding afin de pouvoir gérer de manière plus flexible ses filiales telles que Lufthansa, Swiss, Austrian Airlines et Eurowings sur le modèle de la compagnie aérienne anglo-espagnole IAG, qui regroupe les marques British Airways, Iberia, Vueling, Level et Aer Lingus.

### ***L'ex-PDG d'Audi, R. Stadler, officiellement inculpé de fraude***

Il lui est reproché d'avoir continué à vendre des véhicules (434 000 au total des marques Audi, Porsche et Volkswagen) équipés de logiciels faussant les tests de pollution alors qu'il avait déjà connaissance de cette manipulation destinée à déjouer les tests antipollution. Le parquet de Munich l'a officiellement inculpé avec trois cadres d'Audi le 31 juillet, pour « fraude, émission de faux certificats et publicité mensongère », dans le cadre du *dieselgate*. Cette inculpation fait écho à celle, en avril, de Martin Winterkorn, l'ex-patron du groupe Volkswagen renvoyé devant la justice pour « fraude aggravée ». Rupert Stadler a dirigé l'entreprise pendant onze ans et avait été relevé de ses fonctions en juin 2018.

### ***Le gouvernement et la Deutsche Bahn s'accordent pour un paquet ferroviaire de 86,2 Md€***

Au cours des dix prochaines années, le gouvernement fédéral et la Deutsche Bahn se sont engagés à investir environ 86 Md€ dans l'entretien du réseau ferroviaire (33000 kilomètres de voies). La vétusté des installations est régulièrement mise en cause dans les retards récurrents (au premier semestre 2018, 20% des trains longue distance exploités par la DB étaient en retard). 2000 ponts seront ainsi rénovés. La plus grande partie des financements sera engagée par l'Etat fédéral. La Deutsche Bahn contribuera à ces investissements avec ses fonds propres. L'accord précédent prévoyait un volume annuel moyen d'investissement d'environ 5,6 Md€. Ce paquet ferroviaire prévoit une augmentation substantielle. Entre 2020 à 2024, 7,9 Md€ devraient être investis en moyenne chaque année et 9,2 Md€ de 2025 à 2029. Le montant maximal d'investissement sera atteint en 2029 avec 9,6 Md€. Les commissions du budget et des transports du Bundestag devraient se prononcer sur la mise en place de ce paquet d'ici la fin de l'année. A noter que cet accord vise exclusivement l'entretien des structures existantes et ne concerne pas le financement de nouvelles lignes.

## **ENTREPRISES, INTERNATIONAL**

### ***La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) valide le plafonnement de subventions imposé par la Commission pour l'extension du site industriel de BMW à Leipzig***

Le constructeur recevra moins de subventions que celles demandées dès 2010 pour l'installation de la production de son modèle électrique i3 et du modèle hybride i8 dans l'usine de Leipzig. L'Etat allemand envisageait de verser une aide de 45 M€ à BMW, mais la Commission européenne n'avait approuvé que 17 M€ dans une décision en juillet 2014. La Commission estimait qu'une aide de 45 M€ fausserait la concurrence. BMW a toutefois quantifié ses coûts d'investissement à Leipzig à 46 M€ et avait porté plainte avec le Land de Saxe contre la Commission. En première instance, le Tribunal de l'UE avait rejeté la plainte de 2017. L'arrêt rendu lundi 29 juillet estime que l'enveloppe ne devait pas dépasser le surcoût réel supporté par l'entreprise et entérine la décision de la Commission.

### ***Le groupe Daimler secoué par des cas de xénophobie et d'insultes racistes***

Le 1<sup>er</sup> août, le PDG de Daimler, le Suédois Ola Källenius, a réagi à une polémique agitant le groupe après le licenciement de deux employés de l'usine d'Untertürkheim (Stuttgart) pour insultes racistes et xénophobes envers un collègue d'origine turque. Fin 2018, selon des sources citées par le Handelsblatt, ces deux employés avaient envoyé de manière régulière des photographies représentant Hitler et des croix gammées. La polémique est née d'une vidéo de 35 minutes, largement relayée sur les réseaux sociaux, où des représentants d'un syndicat orienté à droite, Zentrum Automobil, jugent le licenciement des deux personnes « complètement ridicule ». La plupart des grands groupes allemands, dont

Siemens et Volkswagen, ont réaffirmé, dans ce contexte, l'emploi d'une politique de tolérance zéro face aux incidents racistes dans les entreprises.

### ***Amélioration des perspectives pour le groupe Daimler***

Le Handelsblatt analyse les résultats du groupe Daimler et établit un premier bilan du nouveau Président, le Suédois Ola Källenius. Selon le quotidien, si les perspectives du groupe s'améliorent, elles supposent également des efforts de restructuration. Le Handelsblatt rappelle tout d'abord les difficultés actuelles de Daimler, dont le cours de l'action est au plus bas depuis cinq ans. Le nouveau PDG a ainsi émis deux avertissements consécutifs sur les résultats du groupe, dont le dernier en juillet. Pourtant, les ventes de Daimler commencent à croître de nouveau, notamment portées par la filiale Mercedes (+13 % pour celle-ci depuis le début de l'année 2019). Le Handelsblatt signale la fin de nombreux problèmes de fournitures de pièces, notamment pour les usines américaines du groupe. Le nouveau PDG semble également chercher à rattraper le retard du groupe en termes de mobilité électrique. Le quotidien signale toutefois que ces nouveaux développements ne seront pas sans conséquence sur l'emploi, avec des choix complexes à effectuer, notamment sur les filières moteurs et camions du groupe, qui devrait souffrir d'un effet de fin de cycle.

### ***BMW présente des résultats mitigés au premier semestre 2019***

Le groupe BMW a présenté ses résultats pour le premier trimestre de 2019. L'entreprise connaît une hausse de son chiffre d'affaire de près de 3 %, expliqué notamment par la hausse des livraisons de véhicules neufs. Selon le Président du groupe, M. Krüger, sur le point de quitter son poste au profit de M. Zipse, le groupe est bien placé pour atteindre ses objectifs de l'année. En revanche, BMW affiche un chiffre d'affaire en diminution de 20 %, qui atteint même 23,4 % sur le cœur de l'activité du groupe, les véhicules individuels. Cette différence de résultats s'explique, selon le Handelsblatt, par les coûts élevés liés au développement de nouveaux modèles de véhicules électriques, secteur où BMW est en avance sur ses principaux concurrents. Selon le Président sortant, le plan d'économie prévu, de 12 Mds € d'ici 2022, devrait toutefois garantir au groupe un positionnement favorable pour tenir compte des nouveaux défis du secteur.

### ***Le groupe de capital risque allemand Wellington lance une levée de fonds destinées à accroître le capital risque dans les biotechnologies***

La société d'investissement Wellington Partners, spécialisée dans le capital risque et d'origine allemande, a réalisé une levée de 210 M€ pour alimenter un fonds dédié aux biotechnologies (plateformes de santé, nouvelles thérapies, aides médicales, médecine numérique...). Le nouveau fonds fournira des capitaux à une vingtaine d'entreprises européennes. La Présidente de Wellington Partners justifie cette décision par plusieurs facteurs. Tout d'abord, la faiblesse des taux d'intérêt en Europe et aux Etats-Unis pousse les investisseurs vers de nouvelles catégories d'actifs. Ensuite, il existe un décalage en Europe entre le dynamisme de l'écosystème des start-ups et un manque d'investissements financiers qualifiés dans le domaine des sciences et des biotechnologies. Le Handelsblatt replace cette levée de fonds dans un contexte plus général de rattrapage de l'Europe et de l'Allemagne en termes de capital risque. Le quotidien note notamment que le gouvernement fédéral, via la filiale de la banque de développement fédérale KfW, KfW Capital, a prévu d'investir 2 Mds € dans des fonds européens de capital-risque. Il souligne également que les fonds de capital-risque ont investi 5,1 Mds € dans des sociétés européennes au 1<sup>er</sup> trimestre de 2019, soit +76 % par rapport à la même période en 2018. Les start-ups allemandes, pour leur part, ont reçu près de 3 Mds € de financement sur cette période, soit +13 %. Le Handelsblatt nuance toutefois, précisant que le marché est en train de changer, les financements se dirigeant en priorité désormais vers des opérations mûres, sous forme de grandes transactions visant des entreprises ayant déjà atteint une taille critique.

### ***Le ralentissement économique allemand ne devrait pas avoir d'impact sur la hausse des salaires, selon l'Institut allemand de la recherche économique***

Plusieurs instituts d'analyse économique ont montré que, malgré un contexte de ralentissement économique dans l'industrie tournée vers l'exportation, la dynamique des salaires était à la hausse. Elle devrait permettre de soutenir, dans une certaine mesure, la consommation et les investissements intérieurs. Selon l'Institut der Deutschen Wirtschaft, ce sont des deux derniers éléments qui constituent, depuis le début de l'année 2019, les principaux soutiens à l'économie allemande. Or, selon l'Institut des sciences économiques et sociales, proche des syndicats de travailleurs, les salaires négociés de manière collective devraient augmenter d'au moins 3,2 %.

Il s'agit d'une hausse plus forte que celle enregistrée ces deux dernières années (3 % en 2017 et 2,4 % en 2018). L'industrie métallurgique et électrique connaît la plus forte hausse (4,1 %), suivie par l'industrie sidérurgique (3,1 %) et la fonction publique locale (niveau des Länder, + 3,6 %). Selon le directeur de l'Institut économique Ifo, cette croissance des salaires soutient l'économie nationale. Elle correspond également à une situation logique de plein emploi, où la concurrence entre un faible nombre de travailleurs amène les employeurs à accroître les salaires. D'autres acteurs s'inquiètent en revanche des effets de cette hausse. L'organisation patronale Gesamtmetall appelle à la retenue pour les prochaines négociations collectives, invitant à ne pas faire peser de coûts trop importants sur les entreprises dans un contexte de ralentissement économique. L'Institut der Deutschen Wirtschaft, proche des employeurs, s'inquiète également des effets de cette hausse sur la compétitivité prix de l'industrie allemande. Il signale notamment un coût du travail en Allemagne de 25 % plus élevé par rapport à la moyenne de la zone euro.

### ***Plusieurs Ministres Présidents de Länder dénoncent l'accroissement des inégalités de développement économique dans le pays. Le Gouvernement fédéral tente des propositions***

Une étude de l'Institut de l'économie allemande de Cologne, publiée il y a quelques semaines, concluait à un accroissement des inégalités économiques entre les régions allemandes. Elle confirmait notamment un retard toujours important des nouveaux Länder, mais aussi un décrochage de certaines régions de l'ouest. Par ailleurs, elle soulignait l'accroissement des inégalités régionales, avec un risque de décrochage économique de certaines espaces, qui ne parviendraient plus à s'intégrer dans une dynamique de croissance nationale et européenne. Ces résultats avaient suscité de vives réactions en Allemagne. Les Ministres présidents de plusieurs Länder réagissent à leur tour, condamnant une inégalité entre les régions plus grande en Allemagne que dans « presque aucun autre pays d'Europe ». Ils appellent le Gouvernement fédéral à adopter des mesures spécifiques en faveur des espaces les moins favorisés. Le Ministre Président de la Saxe souhaite ainsi la création de zones économiques spéciales. Elles correspondraient à des espaces où le PIB est inférieur à 80 % de la moyenne nationale, et où des règles dérogatoires en matière de gestion économique pourraient s'appliquer. Le Ministre Président de la Sarre, quant à lui, appelle le gouvernement fédéral à un effort envers les dettes des communes, celles-ci étant en première ligne pour lutter contre les inégalités et soutenir les habitants. Il souhaite également la délocalisation de plus d'institutions fédérales dans les espaces les moins favorisés. Le Ministre fédéral de l'Intérieur, également en charge de l'aménagement du territoire, a indiqué prendre au sérieux ces demandes, travailler à un mécanisme pour soulager les communes endettées et au développement d'un système de soutien aux espaces structurellement fragiles.

### ***Les entreprises allemandes se financent de plus en plus grâce aux banques étrangères***

Une étude de la banque d'investissement FCF Fox Corporate Finance montre que les entreprises allemandes se financent davantage auprès des banques étrangères que par le passé. Le volume des prêts consentis par des banques étrangères ont augmenté d'environ 13 % au premier trimestre de 2019, contre une croissance de 6 % pour l'ensemble du secteur bancaire en Allemagne (banques allemandes + banques étrangères). Les plus fortes hausses sont enregistrées par les banques ING, HSBC et Citic. Les banques américaines, qui prêtaient jusqu'alors principalement aux grands groupes du DAX, développent leur offre de prêts en faveur des PME et du Mittelstand allemand. Elles profitent ainsi de taux d'intérêt très bas et d'un cadre réglementaire moins restrictif aux Etats-Unis.

### ***Inquiétudes en Allemagne sur la pérennité du géant du tourisme Thomas Cook***

Le 13 août, le voyageur anglais basé en Suisse Thomas Cook a adressé une lettre à l'ensemble des agences de voyage allemandes avec lesquelles il est en partenariat. Il y signale que certains prélèvements automatiques ne seront plus possibles. Cette situation signifie que le groupe a mis fin à sa coopération avec une banque, signal perçu comme particulièrement alarmant par les voyageurs allemands et les représentants des filiales allemandes du Thomas Cook, dont la société Condor. Selon une porte-parole de l'Association fédérale des banques, un établissement bancaire peut mettre fin à une procédure de domiciliation SEPA dès lors qu'une entreprise cliente ne remplit plus ses obligations ou n'est plus solvable. Un autre signal alarmant est la dégradation de la notation du groupe par l'agence Standard & Poor'. Thomas Cook est noté CCC+, signifiant, selon le Handelsblatt, un fort risque de dépôt de bilan dans les 12 mois à venir.

## ***Difficultés du secteur de l'agrochimie***

Le secteur de l'agrochimie a été marqué par une période de croissance importante et stable de ses bénéficiaires. Cette situation avait entraîné, notamment en 2016, une recomposition importante autour de quelques acteurs clés, notamment de l'Allemand Bayer. Le Handelsblatt souligne toutefois la désillusion des entreprises du secteur, confrontées à un ralentissement potentiellement de long terme. Outre l'impact des difficultés liées au glyphosate pour le groupe Bayer, les cinq principaux fabricants du secteur ont enregistré un recul moyen de leurs ventes d'environ 6 %. Les bénéficiaires d'exploitation ont par ailleurs été inférieurs d'environ 30 % par rapport à l'année précédente. Le Handelsblatt signale que le secteur est fortement dépendant de la conjoncture et notamment des conditions climatiques. Il note un recul important de l'activité du secteur aux Etats-Unis, en raison de la météo difficile et des innovations dans une partie du Midwest américain. Le Handelsblatt souligne toutefois un changement possible de cycle, avec l'entrée dans une période de stabilisation du secteur, après une phase de forte croissance.

## ***Iran : une polémique autour de M. Erbel a annulé sa nomination à la tête de la bourse d'échange Instex***

M. Bernd Erbel, désigné le 2 août pour diriger INSTEX, l'instrument destiné à permettre aux Européens d'effectuer des transactions avec l'Iran, s'est finalement retiré le 8 août, pour « raisons personnelles », selon le Ministère fédéral des Affaires étrangères. Cet ancien Ambassadeur en Irak, en Egypte et en Iran, arabophone et persanophone, devait succéder à M. Per Fischer, un autre Allemand, ancien directeur de la Commerzbank, qui présidait au mécanisme hébergé au sein du Ministère de l'Economie et des finances français depuis sa création en janvier. Cette décision de se retirer intervient après la publication d'un article dans la Bild. Le quotidien satirique allemand y mentionne deux entretiens accordés par M. Erbel à un ancien présentateur de radio controversé, réputé pour des prises de positions jugées proches de l'antisémitisme.

## ***Le Ministre de la Coopération et du développement demande un accroissement de son budget***

Le Ministre fédéral de la coopération et du développement, M. Müller, a signalé au Ministère fédéral des finances l'existence d'un déficit de 600 M€ dans son budget pour l'année 2020. Il estime que, d'ici 2022, ce déficit pourrait s'accroître pour atteindre 2 Mds €. Il a appelé le Ministre fédéral des finances à modifier son approche dans l'allocation du budget consacré au développement eu égard à l'importance des engagements internationaux pris par l'Allemagne sur la scène internationale, notamment en Afrique. Il a également justifié sa demande par le décalage observé entre le budget mondial consacré aux dépenses d'armement, dix fois supérieures à celles consacrées, selon lui, au développement.

## ***Une baisse radicale des investissements chinois en Allemagne***

Une étude du cabinet EY publiée le 12 août montre une réduction significative du nombre et du volume des opérations d'investissement chinois en Allemagne. Celles-ci ont atteint 500 M\$ au premier semestre de 2019, contre 10,1 Mds \$ pour la même période en 2018. Le nombre de transactions en valeur absolue a diminué de plus de 50 %, pour atteindre 11 transactions au premier semestre de 2019. Plusieurs éléments expliquent cette baisse importante. D'une part, l'Allemagne a restreint les conditions d'acquisition de ses entreprises dans certains secteurs à la fin de l'année 2018. Plusieurs pays européens ont adopté une approche similaire, notamment la France et le Royaume-Uni.

Toutefois, le Ministère fédéral de l'économie et de l'énergie nuance les effets de cette nouvelle réglementation, évoquant plutôt des fluctuations liées aux cycles des investissements, et précisant que l'Allemagne demeurerait une des économies les plus ouvertes, malgré ces nouvelles règles. Le Ministère affirme également ne pas avoir observé de changement majeur dans le type d'opérations contrôlées et validées. Le cabinet EY confirme cette nuance du Ministère et précise que le ralentissement des investissements est surtout lié à la dégradation du marché intérieur en Chine (baisse de la croissance et incertitudes liées aux tensions commerciales). Pékin a également défendu à ses entreprises de mener des investissements « irrationnels », dans un contexte de restructuration des conglomérats publics. Certaines entreprises déjà présentes à l'étranger sont même contraintes de restructurer leurs filiales et de s'en séparer.

## *Un début d'inquiétude des entreprises allemandes face à la situation à Hong Kong*

Certains analystes et représentants d'entreprises allemandes commencent à s'inquiéter des conséquences de la situation à Hong Kong pour la situation des groupes étrangers en Chine. Le 13 août, le responsable du programme Entreprises de Merics, un think tank basé à Berlin et spécialisé dans l'analyse de la Chine, a mis en garde contre les conséquences d'une nouvelle escalade du conflit pour les entreprises locales et les groupes étrangers installés sur place. Le Handelsblatt rappelle que plus de 1 500 sociétés étrangères ont leur siège régional à Hong Kong. Ceci s'explique par le statut de porte d'entrée au marché chinois que joue l'île. Elle permet à la fois d'accéder à la Chine continentale, tout en bénéficiant de règles fiscales avantageuses, d'une libre circulation des capitaux, d'un système juridique opérationnel et d'un système judiciaire indépendant. La difficulté de la situation actuelle réside dans le fait que les manifestants dénoncent des atteintes à ce régime spécifique qui fait l'attractivité de l'île. Dans le même temps, Pékin entend maintenir ces règles d'exception, qui attirent des capitaux dont bénéficie la Chine continentale. Le risque est cependant celui d'une escalade amenant le régime chinois à réagir brutalement et à atténuer le principe « un pays, deux systèmes ». Selon le directeur de la Chambre de commerce allemande à Hong Kong, cette situation inquiète beaucoup d'entreprises. Cependant, moins de 25 % d'entre elles envisagent des difficultés à long terme, anticipant une volonté de Pékin de maintenir un environnement commercial favorable à l'ensemble des parties.

## *Visite du Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie aux Etats-Unis en juillet*

Le Ministre fédéral de l'économie et de l'énergie a effectué un déplacement aux Etats-Unis du 8 au 12 juillet. Ce déplacement s'est distingué par sa durée ainsi que par la diversité des sujets abordés : (i) numérique, avec une visite dans la Silicon Valley, (ii) automobile avec la présence sur le site de Daimler en Alabama, et (iii) enjeux commerciaux et politiques, grâce à des entretiens avec le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin, et le représentant au commerce (USTR) Robert Lighthizer et plusieurs membres du Congrès. Le Ministre est par ailleurs intervenu dans plusieurs think tanks spécialisés dans les relations économiques transatlantiques. Cette visite a confirmé la difficulté des relations avec les Etats-Unis sur les questions commerciales, particulièrement avec l'Allemagne. L'un des résultats les plus concrets du déplacement est la proposition allemande d'une alliance pour les emplois qualifiés (*Fachkräfte-Allianz*), permettant de faciliter les échanges d'apprentis entre deux pays confrontés à une pénurie de main d'œuvre qualifiée. Elle aurait soulevé l'intérêt des interlocuteurs américains mais sa mise en œuvre reste encore à réaliser.

## **NUMERIQUE, INNOVATION**

### *T-Mobile US et Sprint unissent leurs forces*

T-Mobile, filiale de Deutsche Telekom et Sprint, son concurrent américain, ont fusionné après des mois de tractations. Le ministère américain de la justice a donné son approbation le 26 juillet. La fusion donnera naissance à une entreprise qui comptera 127 millions de clients et réalisera un chiffre d'affaires annuel de plus de 70 Mds \$. La fusion est controversée en vertu de la législation antitrust, les procureurs généraux de quatorze Etats fédérés avaient d'ailleurs intenté une action en justice à l'encontre du projet de fusion de T-Mobile et de Sprint, respectivement 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> opérateurs de télécommunications aux Etats-Unis derrière Verizon et AT&T. Ils estimaient que la fusion pourrait augmenter les prix et être néfaste pour les consommateurs américains. L'approbation du ministère de la justice s'accompagne de conditions strictes, T-Mobile et Sprint ayant dû faire des concessions à l'opérateur Dish Network. Sprint devra, par exemple, lui céder l'ensemble de ses clients prépayés soit environ neuf millions de clients.

De plus, Dish pourra utiliser des centaines de points de vente T-Mobile. La filiale de Deutsche Telekom doit en outre accorder à Dish un accès robuste au réseau de T-Mobile pendant sept ans. En échange Dish s'engage à payer cinq Mds € de frais à T-Mobile et Sprint. Il était important pour les autorités de la concurrence de créer un quatrième concurrent puissant sur le marché afin de donner aux consommateurs un choix suffisant. Dish s'est engagé à bâtir son propre réseau d'ici la mi-2023, qui couvrira 70 % de la population américaine.

### *L'usage du bouton « j'aime » de Facebook par d'autres sites est encadré par la justice européenne*

Selon l'arrêt rendu lundi 29 juillet par la cour de justice de l'Union européenne (CJUE), les sites web sont conjointement responsables avec Facebook de la collecte et de la transmission des données personnelles de leurs clients. Le Centre des

consommateurs de Rhénanie-du-Nord-Westphalie avait déposé une plainte dès 2016 en faisant valoir que le transfert de données sans le consentement de l'utilisateur était illégal. Saisi du litige, le tribunal de Düsseldorf avait renvoyé l'affaire devant la CJUE pour une évaluation à l'aune du droit de l'Union. Il était reproché au site de vente en ligne de vêtements Fashion ID d'avoir transmis à Facebook des données personnelles de ses clients sans leur consentement. La CJUE a donc statué : un site de commerce en ligne équipé du bouton « j'aime » de Facebook doit désormais informer ses clients qu'il partage leurs données personnelles avec le groupe américain et doit leur demander leur consentement via un clic spécial qui active explicitement le partage. Néanmoins, Facebook demeure seul responsable du traitement ultérieur de l'information. La Cour a précisé dans son arrêt que le site n'était en revanche pas responsable du traitement ultérieur de ces données par Facebook. Le Bitkom, la fédération allemande des entreprises du numérique, a vivement critiqué cet arrêt estimant qu'il accablait les sites web d'une trop grande responsabilité et allait augmenter la bureaucratie.

### ***Le conseil économique de la CDU propose six mesures pour soutenir les start-ups allemandes***

Après le FDP, le conseil économique de la CDU fait pression en faveur d'un programme ambitieux de promotion de la création d'entreprises en Allemagne et de mesures efficaces pour « garder » les start-ups prometteuses et éviter qu'elles ne fuient vers les Etats-Unis. Il a fait six propositions pour utiliser au mieux le potentiel de l'Allemagne : faciliter l'accès au capital-risque, réduire la bureaucratie, favoriser les échanges entre l'industrie, les PME et les start-ups, renforcer la culture de l'entrepreneuriat dans les universités et supprimer les contraintes fiscales liées à l'actionnariat salarié. Les responsables politiques de la CDU considèrent qu'il est « urgent d'agir » notamment pour convaincre les investisseurs traditionnels du capital-risque tels que les assureurs et les fonds de pension de s'impliquer davantage.

### ***Après le rachat d'Unitymedia, l'opérateur allemand Vodafone disposera d'un quasi-monopole sur le marché allemand du câble, menaçant Deutsche Telekom, acteur historique***

Le 1<sup>er</sup> août, l'opérateur de téléphonie Vodafone entend finaliser la reprise du fournisseur de réseaux par câble Unitymedia pour 18,4 Mds €. Selon son Président, ce rachat permettra au groupe de disposer du principal réseau de câble numérique en Allemagne, en termes de couverture géographique et de performance. Selon le Handelsblatt, Vodafone envisage de couvrir jusqu'à 25 millions de foyers d'ici 2022 avec sa propre infrastructure, soit les deux tiers de la population allemande. Par ailleurs, la technologie utilisée devrait permettre à Vodafone d'offrir à ses clients une connexion très rapide, atteignant 1 GB par seconde. L'objectif affiché de Vodafone est aussi d'entamer à partir de septembre une offensive visant à affaiblir Deutsche Telekom. L'opérateur historique propose une technologie DSL déployée à partir des lignes téléphoniques existantes. Elle permet une vitesse de connexion allant jusqu'à 0,25 GB par seconde au maximum. De plus, les règles de l'Agence fédérale des réseaux obligent Deutsche Telekom à ouvrir son réseau à la concurrence. Vodafone pourra donc utiliser les infrastructures de son concurrent pour couvrir les foyers non reliés par son propre réseau. Le Handelsblatt nuance les effets de ce rachat sur Deutsche Telekom. Il rappelle que l'Agence fédérale des réseaux a autorisé l'opération à la condition que Vodafone ouvre également son propre réseau à son concurrent Telefonica, mais de manière partielle. Il souligne surtout les faiblesses de l'offre actuellement proposée par Vodafone. Le groupe est considéré comme offrant l'accès à internet le moins fiable par de nombreux organismes d'évaluation. Ceci peut s'expliquer par le fait que la technologie de Vodafone entraîne un ralentissement de la connexion lorsque de nombreuses personnes utilisent le réseau. L'offre est perçue comme défaillante aux moments de pics de consommation.

### ***Deutsche Telekom pourrait démanteler sa principale filiale client***

Selon le Handelsblatt, le Conseil de surveillance de T-Systems, la filiale de Deutsche Telekom chargée de la gestion client des lignes mobiles et fixes, pourrait voter la relocalisation des activités de la société au sein de la maison-mère. Deutsche Telekom souhaiterait se restructurer autour de ses deux activités historiques et créer de nouvelles filiales chargées de développer de nouveaux axes, comme la cybersécurité ou d'internet des objets. Les difficultés de T-Systems motivent également la direction mère. T-Systems présente des résultats économiques non satisfaisants depuis plusieurs années. En 2018, la nomination d'un nouveau Président pour la filiale devait permettre l'amélioration des résultats, avec notamment le départ sur trois ans de 10 000 employés sur les 38 000 de la filiale, dont 5 600 en Allemagne. Or, au premier trimestre de 2019, le chiffre d'affaires connaît une baisse de 2,1 % par rapport à la même période en 2018. Quant au nombre d'employés, loin de diminuer, il croît de 1,5 % durant la période.

## *Le Bitkom prévoit une croissance de l'industrie numérique*

La Fédération des entreprises du numérique, Bitkom, prévoit une hausse de 2 % du chiffre d'affaires du secteur pour 2019. Celui-ci devrait atteindre 170,3 Mds €. Selon son directeur, M. Berg, il s'agit d'une perspective plus favorable que celles précédemment envisagées, qui prévoyaient un chiffre d'affaire de 168,5 Mds €. Le Bitkom explique cette amélioration de la conjoncture dans ce secteur par la poursuite de la numérisation des services publics, de l'économie et de la société. Il précise que le ralentissement touchant actuellement l'industrie tournée vers l'exportation n'a pas encore impacté les domaines de l'informatique et des télécommunications. Toutefois, le Bitkom observe que la part de marché de l'Allemagne dans le secteur numérique au niveau mondial a diminué, pour passer pour la première fois sous le seuil des 4 %. Le Président du Bitkom déclare ainsi que, si le secteur se porte bien sur le plan interne, l'Allemagne est désormais plus une suiveuse face à d'autres pays bien plus dynamiques dans la numérisation.

## *Une hausse des attaques informatiques et des demandes de rançons en Allemagne*

Le cabinet de conseil KPMG révèle, le 12 août, une hausse importante des cyberattaques dont sont victimes les entreprises allemandes. KPMG montre que près du tiers des sociétés allemandes ont été victimes de piratages depuis deux ans. Ces attaques ne visent pas principalement au vol de données, mais à un piratage du système interne au groupe. Son déblocage se fait après le paiement d'une rançon pouvant atteindre plusieurs millions d'euros. Selon l'Office fédéral pour la sécurité de l'information (BSI), la qualité de ces attaques s'est améliorée, les pirates disposant des moyens d'infiltrer le cœur du réseau des entreprises. Selon son Président, cité par le Handelsblatt, les PME, le Mittelstand et les administrations locales sont les plus vulnérables. Par ailleurs, les pirates ciblent de plus en plus des infrastructures sensibles comme des services de cloud ou les Data Centers des entreprises. Le Handelsblatt cite l'exemple de la société Wempe, spécialisée dans la bijouterie. En juillet, des pirates avaient crypté des données importantes de l'entreprise, rendant inopérante une partie des systèmes de production. L'entreprise aurait versé 1 M€ pour procéder à leur déblocage.

## *La plateforme Deliveroo se retire d'Allemagne*

Le 12 août, la plateforme britannique de livraisons de repas, Deliveroo, a annoncé la fin de ses activités en Allemagne, avec une semaine de préavis. Cet événement intervient dans un contexte de restructuration majeure de l'activité de livraisons de repas en Allemagne et dans le monde. En Allemagne, Deliveroo faisait face à la concurrence majeure de la société néerlandaise Takeaway, qui avait acquis les deux principaux acteurs allemands du secteur, la plateforme Lieferando et, en avril 2019, l'entreprise berlinoise Delivery Hero. Face à cette concurrence, Deliveroo s'était, à la fin de l'année 2018, retiré d'une dizaine de villes allemandes et ne proposait plus ses services que dans cinq métropoles, principalement à Hambourg et à Berlin. Concernant les effets du départ de Deliveroo d'Allemagne sur les livreurs et les restaurants, le Handelsblatt estime que 1 000 coursiers sont directement impactés. Environ 4 700 emplois supplémentaires, créés dans les restaurants pour faire face à la hausse de la demande des clients de Deliveroo, risquent également d'être détruits. Pour l'Etat, le manque à gagner avec la disparition du groupe s'élève à près de 23 M€.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtresor.gouv.fr).

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

### Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABOUD, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Guillaume PRIGENT, Relu

par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019